

Communiqué de la plateforme de solidarité

avec les pays de l'ALBA

La plateforme de solidarité avec les pays de l'ALBA exprime son soutien au peuple vénézuélien et à son gouvernement qui met tout en œuvre pour mettre fin aux violences, rétablir la paix sociale dans la capitale et tout le pays, identifier les responsables et pour que justice soit rendue aux victimes.

Depuis l'élection d'Hugo Chavez en 1998, le mouvement bolivarien a remporté démocratiquement toutes les élections au Venezuela et elles ont été nombreuses. Jimmy Carter a même déclaré que le Venezuela a le meilleur système électoral au monde. Après l'élection de Nicolas Maduro, en octobre dernier, le PSUV a encore remporté les élections municipales. Mais l'oligarchie vénézuélienne et le gouvernement des Etats Unis n'ont jamais accepté ce gouvernement démocratique qui a donné des droits aux plus démunis, réduit la pauvreté et les inégalités, créé 4 millions d'emplois et restitué à la nation la maîtrise de secteurs clés de l'économie. Pour apprécier le sens de la démocratie de la droite vénézuélienne il suffit de se souvenir du coup d'Etat de 2002, du sabotage organisé de l'industrie pétrolière, et, plus récemment, des « manifestations » des partisans de Capriles, candidat battu aux élections présidentielles qui se sont soldées par la mort de 9 policiers et partisans du Président élu. Le sabotage économique est permanent et l'organisation de la pénurie, la spéculation ne sont pas étrangers aux réelles difficultés dont souffre le pays.

Comme pendant les "mille jours" de Salvador Allende, des groupes para-militaires d'extrême-droite, financés en sous-mains par des agences, des "instituts", des ONG nord-américains, tentent d'instaurer le chaos, de faire régner la violence et l'insécurité. Les diplomates étasuniens conseillent et manipulent l'opposition. La présence de paramilitaires colombiens a été démontrée par l'arrestation de plusieurs d'entre eux. Les médias antichavistes (hégémoniques) et les "médias-mensonges" internationaux, au premier rang desquels l'AFP, dénoncée par le président Maduro, attribuent les exactions, les morts, à la "répression chaviste", alors même que les "combattants de la liberté" s'en prennent masqués et armés aux centres sociaux, incendient des dispensaires médicaux, attaquent des bâtiments et des transports publics, lancent des cocktails Molotov contre la chaîne VTV. (Lors du coup d'Etat d'avril 2002 contre Chavez, les tirs et les morts du pont Laguna à Caracas furent attribués aux chavistes, avant que l'intox ne soit démasquée). On va même sur CNN, Twitter et d'autres, jusqu'à détourner des images de violences policières commises en Grèce, Espagne, Egypte, ou de victimes du conflit syrien en les attribuant à la police vénézuélienne.

La mobilisation populaire a répondu à ses attaques ; et le gouvernement légitime du Venezuela a le droit et le devoir comme il le fait de défendre la légalité, la paix, la souveraineté nationale contre les attaques de la droite putschiste appuyée par le gouvernement des Etats Unis.

L'UNASUR, le MERCOSUR, le CARICOM, l'ALBA et la CELAC, les principaux organismes multilatéraux de la région qui regroupent tous les pays d'Amérique Latine ont manifesté leur appui à la démocratie, au respect des institutions et aux efforts du gouvernement vénézuélien pour maintenir la paix

Nous demandons à la France et à l'Union Européenne, à l'instar de ces nations de s'exprimer en faveur du respect de la démocratie et de la légitimité du gouvernement du Venezuela, élu démocratiquement, de condamner la violence des groupes factieux et l'ingérence étrangère.

Nous appelons tous les démocrates à rester mobilisés pour dénoncer les tentatives violentes de déstabilisation et la désinformation contre le gouvernement légitime du Venezuela et à manifester leur solidarité en participant **au rassemblement qui se tiendra le jeudi 27 février à 18h30 , Place de la Bastille à Paris.**

Plateforme de solidarité avec les pays de l'ALBA :

AEA - France (Action Enfants des ANDES), Les Alternatifs, Américains contre la Guerre (AAW), ATTAC, , Collectif des Péruviens en France, Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA), Coordination Populaire Colombienne à Paris), Droit Solidarité, Espace Che Guevara, FETAF (Fédération des Travailleurs Africains en France), France Amérique Latine, France Cuba, Mémoires des luttes, MRAP, PCF, PG

Paris le 21 février 2014